

# France

## PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

### ► **Accueil / Expulsion / Extradition**

**Éloignement d'un ressortissant algérien en 2015 en dépit d'un risque de mauvais traitements**, compte tenu de son profil terroriste, dans son pays d'origine.

**Violation du droit de recours individuel dans deux affaires**, dès lors que les autorités ont créé des conditions dans lesquelles les requérants ne pouvaient que très difficilement saisir la Cour européenne.

**Groupe M.A. (9373/15+)**

*Arrêt définitif le 02/07/2018*

Surveillance soutenue

État d'exécution

**Défaut de prise en charge et de protection d'un mineur étranger non-accompagné** en raison de ses conditions de vie entre 2015 et 2016 dans la lande de Calais et de l'inexécution de l'ordonnance du juge des enfants destinée à le protéger.

**Khan (12267/16)**

*Arrêt définitif le 28/05/2019*

Surveillance soutenue

État d'exécution

Sept violations liées dont surtout le **placement en rétention de très jeunes mineurs isolés après leur rattachement arbitraire à un adulte tiers afin de permettre leur expulsion collective et expéditive** (en quelques heures) de Mayotte vers les Comores, et **absence de recours interne effectif** en lien avec l'expulsion et la vie familiale des requérants.

**Moustahi (9347/14)**

*Arrêt définitif le 25/09/2020*

Surveillance soutenue

État d'exécution

**Placement d'un mineur étranger en rétention avec sa mère**. Absence de vérification *in concreto* du juge du caractère de dernier ressort de la mesure de rétention administrative de la mère et de son enfant de quatre mois.

**M.D et A.D. (57035/18)**

*Arrêt définitif le 22/10/2021*

Surveillance standard

État d'exécution

**Traitement dégradant de demandeurs d'asile** vu leurs conditions de vie pendant plusieurs mois dans la rue, sans ressources, ni accès à des sanitaires, du fait de la saturation des structures d'hébergement et de lenteurs administratives ne leur ayant pas permis d'accéder aux conditions d'accueil prévues en droit interne.

**N.H. et autres (28820/13)**

*Arrêt définitif le 02/10/2020*

Surveillance standard

État d'exécution

### ► **Conditions de détention**

**Surpopulation carcérale et mauvaises conditions matérielles de détention** dans les prisons en Métropole et en outre-mer et **absence de recours interne préventif effectif**.

**J.M.B. et autres (9671/15+)**

*Arrêt définitif le 30/05/2020*

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

**Absence de proportionnalité des mesures de sécurité** (entraves, menottes et présence du personnel pénitentiaire) appliquées **lors des extractions médicales des détenus.**

**Duval (19868/08)**  
*Arrêt définitif le 26/08/2011*

Surveillance standard

État d'exécution

► **Actions des forces de sécurité**

**Usage excessif de la force par des policiers lors de l'arrestation en 2009** d'une personne atteinte de troubles psychiatriques, suivie de son décès.

Groupe d'affaires :  
**Boukrourou et autres (30059/15)**  
*Arrêt définitif le 16/02/2018*

**Négligence en 2009 dans la prise en charge par la police d'une personne en garde à vue**, eu égard à son état de faiblesse, ayant entraîné son décès.

**Semache (36083/16)**  
*Arrêt définitif le 21/09/2018*

Surveillance standard

État d'exécution

**Mauvais traitements en milieu pénitentiaire en 2007 et lors d'un transfert d'établissement et absence d'une enquête effective** à ce sujet.

**J.M. (71670/14)**  
*Arrêt définitif le 05/03/2020*

Surveillance standard

État d'exécution

► **Exécution des décisions judiciaires internes**

**Non-exécution par l'État d'une décision de justice définitive** ordonnant le relogement prioritaire et urgent de la requérante (mise en œuvre de la loi DALO - droit au logement opposable).

**Tchokontio Happi (65829/12)**  
*Arrêt définitif le 09/07/2015*

Surveillance standard

État d'exécution

► **Respect du domicile**

**Expulsion de gens du voyage de terrains occupés depuis de nombreuses années**, sans examen de la proportionnalité de l'ingérence dans leur droit au respect de leur domicile et sans prise en compte suffisante des besoins des requérants ayant demandé un relogement sur des terrains familiaux.

**Winterstein et autres (27013/07)**  
*Arrêt définitif le 17/01/2014*

Surveillance standard

État d'exécution

**Modalités d'expulsion de Roms d'un campement illégal** sur un terrain communal où ils étaient depuis six mois : non-respect des mesures réglementaires prévues (diagnostic des intéressés, soutien dans les domaines scolaire, sanitaire et d'hébergement) ; absence de recours effectif dans les circonstances d'espèce.

**Hirtu et autres (24720/13)**  
*Arrêt définitif le 14/08/2020*

Surveillance standard

État d'exécution